



Exigeons des services publics de qualité

Tous en grève le 21 janvier 2010

La crise économique et sociale d'une ampleur inégalée, que le gouvernement prétend derrière nous, crée une situation d'urgence sociale qui appelle à penser l'évolution des services publics comme réponse aux besoins de notre société, aux besoins de la population.

Or, le gouvernement s'obstine à poursuivre sa politique de démantèlement des services publics, à poursuivre sa politique aveugle de suppressions d'emplois publics.

Dans chacun de nos secteurs de l'Éducation et de l'Education Populaire, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de la Culture, de la Formation, les salariés s'opposent depuis des mois à cette politique.

Ils s'organisent et luttent contre les différents coups de force du gouvernement comme le montrent amplement les grèves et manifestations récentes à :

- **La Culture** (ministère de) : « *Le personnel du ministère de la Culture et de ses établissements, et tout particulièrement ceux du Centre Pompidou (24 jours de grève) et de la BPI (18 jours de grève), s'investissent très largement dans la grève unitaire [entamée le 2 décembre] contre la RGPP et pour le service public culturel* »

- **L'Afpa** : « *le 22 décembre, la journée d'actions et de grève contre l'abandon des missions de service public, la poursuite du démantèlement de l'Association, le gel des embauches ainsi qu'une diminution généralisée des activités et des effectifs, l'instauration d'un régime de mobilité généralisé pour le personnel a marqué un nouveau temps fort de la lutte* »

- **L'Éducation Nationale** : « *les mobilisations, journées d'actions et de grève se poursuivent contre la réorganisation de l'école (évaluations, Rased...), les réformes du lycée, la formation des maîtres, l'absence de réelle reconnaissance du métier à travers le volet salarial notamment* ».

Ces mouvements au fort retentissement médiatique posent sans ambiguïté les questions fondamentales de l'utilité sociale et économique du service public alors que quels que soient les secteurs on assiste à :

- **La réorganisation des services déconcentrés de l'Etat** - « Jeunesse et Sport » est ainsi intégré dans les directions départementales de la cohésion sociale, en charge de l'action sociale mais aussi, pour partie, de l'intégration des populations immigrées, de l'organisation de l'accueil et de l'hébergement des demandeurs d'asile !

- **Les restructurations** – de la « carte universitaire redessinée autour de 15 Pôles de Recherche et d'Enseignement Supérieur au détriment des plus petits établissements, de la recherche publique avec l'éclatement du Cnrs, de l'Inserm en instituts, de l'Inra absorbé dans le « consortium »

- **Les réorganisations et suppressions de services** – seules, une direction du Patrimoine, une du Spectacle et des Arts Vivants, une pour la communication et les médias subsisteraient au ministère de la Culture au lieu de 10 précédemment.

- Les suppressions d'établissements – ainsi du site du CRDP de Montrouge, des nombreux CREPS, sans compter les fermetures de classes, de sections, d'écoles...

Tout ceci s'ajoute aux suppressions de postes dans la fonction publique ; 34 000 emplois dans la fonction publique de l'Etat dont 16 000 à l'Education Nationale, ce qui porte à 100 000 le nombre d'emplois détruits depuis 2007, des suppressions qui répondent à la règle du non remplacement d'un départ à la retraite sur deux.

Tout ceci s'accompagne de la remise en cause concrète, rapide, des statuts ainsi que des garanties collectives de tous les personnels.

L'objectif principal et prioritaire de ce gouvernement dogmatique, aux ordres du capitalisme est l'affaiblissement du service public, jusqu'à sa destruction et sa dilution dans tous les secteurs dits concurrentiels et marchands. Dès lors, nul doute que ni les usagers, ni les personnels ne retrouveront leurs intérêts dans l'enchevêtrement de ces réformes, nul doute que l'ensemble des missions de service public ne pourra être maintenu puisque tout ceci s'accompagne, d'une baisse des financements, d'une mobilité imposée aux agents, d'une diminution de l'emploi !

Face à ce gouvernement qui persiste avec obstination dans son action destructrice et de mise à sac du service public et qui entend même l'accélérer, la FERC CGT appelle les personnels de tous les secteurs à se réunir au plus vite en Assemblées Générales dans les services, établissements, écoles pour **construire un mouvement massif de grève sur tous les lieux de travail et participer aux manifestations qui auront lieu dans toutes les régions le 21 janvier 2010.**

Pour imposer d'autres choix politiques à ce gouvernement et au patronat en faveur :

- de l'emploi stable dans le privé et le public,
- des garanties statutaires et / ou collectives
- de l'augmentation des salaires et des pensions
- du développement des politiques publiques pour répondre aux besoins de la population et non aux exigences des actionnaires !

Bulletin de syndicalisation ou de contact



NOM.....Prénom.....
Adresse personnelle
Commune.....Code postal
e-mailTél
Etablissement
Commune..... Code postal.....

*A retourner à Ferc-Cgt, case 544, 93515 Montreuil cedex
Tel : 01 48 18 82 44 Fax : 01 49 88 07 43 –
e-mail : ferc@cgt.fr - internet : www.ferc.cgt.fr*